

## LE MYSTÈRE DE GAULLE. SON CHOIX POUR L'ALGÉRIE

Benjamin Stora

Paris, Robert Laffont, 2009, 270 pages

Après une décennie consacrée aux exactions policières, militaires et judiciaires de la guerre d'Algérie, *Le Mystère de Gaulle* signe un retour à l'histoire politique du conflit. La riche bibliographie écarte la nouvelle école historique pour se focaliser sur les analyses politiques du conflit, et sur une impressionnante série de témoignages, qui constituent les archives primaires de l'ouvrage. L'auteur, passionné par la politique, n'a jamais quitté ce terrain de prédilection, comme en témoignent les sujets de thèses de ses doctorats. Mais dans ses travaux personnels, il s'était jusqu'alors consacré à deux axes particuliers, la constitution et le devenir du nationalisme algérien, et l'héritage mémoriel de la guerre d'Algérie.

Benjamin Stora s'attaque ici à l'acteur central, côté français, de la guerre d'Algérie, l'homme qui a suscité autant de haine que de vénération dans sa conduite du désengagement français : de Gaulle. Revenu au pouvoir du fait de cette guerre interminable, porté à la présidence de la République pour sauvegarder l'Algérie française, il devient l'acteur central de sa décolonisation. Dans cet essai court mais dense, l'auteur ne cache pas son admiration pour l'orfèvre d'une brillante stratégie politique, et pour sa qualité de tacticien hors pair. Du militaire au politique, la différence n'est ici pas de nature.

De la part d'un historien qui a vécu à 12 ans l'exode « pied-noir » de l'été 1962, avant de se lancer avec fougue dans l'aventure du trotskisme révolutionnaire, puis d'entrer dans la carrière universitaire sur les pas de Charles Robert Ageron, l'hommage n'est pas mince ! À la lecture de l'ouvrage, cette contradiction apparente s'éclaircit quand l'auteur, fidèle à ses écrits sur Messali Hadj et Ferhat Abbas, place la complexité humaine et l'expérience du Grand Homme au cœur de l'Histoire. Ici s'éclaire le discret hommage à la deuxième gauche, et les critiques des adeptes de l'histoire des masses, qu'ils soient marxistes ou nationaux/tiers-mondistes. Pour B. Stora, ce n'est pas une ruse de l'Histoire qui fait de l'homme du 13 mai l'acteur de la séparation d'avec l'Algérie, mais son intelligence des rapports de force, et son sens de l'Histoire. Le Grand Homme (même si l'auteur n'emploie pas cette expression) voit manifestement plus loin et plus vite que ses contemporains.

Cette réhabilitation du politique, à travers le volontarisme d'un homme et sa capacité d'entraînement, situe son auteur dans la première des deux écoles de l'histoire coloniale définies par Daniel Rivet en 1992 : l'une privi-

légie les hommes et leurs actes, quand la seconde s'intéresse aux structures et aux masses. Cet ouvrage apparaît à cet égard comme le point de fuite dans l'œuvre de l'historien. Après avoir exploré les « tenants » nationalistes de cette guerre, et ses « aboutissants » mémoriels, il nous ramène au cœur du conflit qui a focalisé durant trois décennies son travail universitaire d'élucidation.

Le livre est construit comme une dramaturgie centrée autour de l'allocution télévisée du 16 septembre 1959. B. Stora, à la suite de l'oublié Ferhat Abbas, fait de cette date le « tournant historique » de la guerre d'Algérie, même si les événements dramatiques de la fin du conflit l'ont occultée. Avant ce discours, le conflit algérien est dans l'impasse politique : l'État français lutte avec toute sa puissance pour garder « l'Algérie française », contre des « rebelles » tout aussi résolus, que quatre années de guerre ont dotés d'une puissante infrastructure politico-militaire. À partir du 16 septembre 1959, la promesse faite d'une autodétermination du peuple algérien entraîne le conflit vers une résolution inexorable (mais non moins douloureuse). Autrement dit, les accords d'Évian et le référendum sur l'indépendance sont en germe dans cette fameuse journée, quoi qu'on en ait dit, ou qu'on ait voulu occulter.

Le 16 septembre 1959, le plan Challe de destruction des maquis de l'intérieur de l'Armée de libération nationale (ALN) par l'armée française bat son plein. Il en va de même pour le plan de Constantine d'industrialisation et de francisation des 12 départements d'Algérie. Une guerre à outrance et par tous les moyens. Pourtant, ce jour-là, la politique prend subrepticement l'ascendant sur le militaire. Elle devient « la guerre par d'autres moyens », pour pasticher Clausewitz, et c'est un tournant sans retour. Reste pour l'historien à comprendre la genèse intellectuelle et politique de ce discours-programme, puis la manière dont il fut perçu par les acteurs, prémisses à l'emballement d'histoires parallèles jusqu'à l'été 1962 : division du camp français et fuite en avant des ultras de l'Algérie française, *versus* rapprochement entre l'État français et ses adversaires du Front de libération nationale (FLN).

Dans la théâtralisation de cette journée, l'auteur emprunte la voie tracée par Georges Duby dans *Le Dimanche de Bouvines* (1973), pratique peu courante en histoire du monde contemporain. Cette optique suppose un souci de précision extrême dans la description des lieux de l'intrigue, du déroulé chronologique, et des personnages. Si cette manière d'écrire l'histoire peut dérouter, elle est pourtant facilitée, en histoire du xx<sup>e</sup> siècle, par la masse des témoignages et la précision des récits d'acteurs dont certains sont encore en vie. Cette mise en scène, qui peut apparaître comme une concession éditoriale à l'air du temps, est aussi une mise en situation qui fait

éclater les frontières entre types d'histoire et de récit historique. Or histoire culturelle, histoire politique et histoire militaire ne sont pas des histoires parallèles. Toutes sont intriquées les unes dans les autres. Mais à l'heure où la spécialisation segmente les savoirs, cette mise en mots de la complexité du réel a tout son intérêt.

Le 16 septembre 1959, quand de Gaulle prononce son allocution, la France franchit un cap dans la diffusion des technologies médiatiques et leur usage politique. Il fait chaud dans tout le pays, en cette fin d'été caniculaire, et les vacances scolaires ne sont pas terminées. Les jeunes militaires du contingent écoutent le discours dans les casemates, en même temps que le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) à Tunis, dans la villa de son président F. Abbas. Les Algérois font de même dans les cafés de Belcourt ou de la Kasbah, ainsi que les officiers de l'état-major au siège du QG à Alger, et les Parisiens rentrés du travail. L'auteur souligne le tournant modernisateur de 1959, quitte à forcer le trait, superposant les émergences de l'automobile pour tous, du *rock n'roll*, de la banlieue des cités HLM, et d'un nouvel âge politique.

L'architecture du livre, divisé en sept chapitres, est donc centrée autour du 16 septembre 1959. La première partie est consacrée à cette date clé, jour de l'enregistrement du discours, et de sa diffusion radiotélévisée, en France et en Algérie. Le discours, parmi d'autres documents, figure de manière précieuse en annexe, aux côtés d'utiles biographies des acteurs français et algériens, et d'une chronologie du conflit. Par un savant retour en arrière, trois chapitres présentent les éléments de contexte (notamment cette fameuse année 1959) et la genèse du discours. D'après l'historien, la compilation des confidences et des témoignages laisse peu de doute sur la maturation de la pensée du général au cours de l'année 1958-1959.

Tout indique en effet qu'en dépit de son extrême prudence tactique, imposée par le danger objectif de la situation (500 000 soldats armés en opération au cœur de la République), de Gaulle se convainc assez rapidement que l'Algérie est inassimilable à la France, sauf à changer sa nature, ce qu'il ne désire pas. Au passage, l'ouvrage constitue une contribution bien involontaire, mais néanmoins effective, au débat en cours sur l'identité nationale... : où l'on voit la permanence, un demi-siècle plus tard, de certains débats et de réactions face à la nation, à la République, à l'islam et aux musulmans.

Les trois derniers chapitres sont consacrés aux réactions suscitées par le discours, dans le camp français et dans le camp algérien, puis à son impact sur le cours des choses, réorienté par cet acte fondateur de l'autodétermination algérienne. Mais pendant qu'un monde colonial se meurt à Alger, une autre Algérie s'édifie à Tunis autour du GPRA, ainsi qu'une nouvelle France en métropole, gonflée par une puissante poussée de sève démographique.

Ici émerge la figure de l'historien acteur. *Baby-boomer* d'après-guerre, âgé de 18 ans en 1968, il contribue aux événements qu'il voit se lever en 1959, et plus encore durant les années 1960. Il prend d'ailleurs soin de distinguer le de Gaulle visionnaire de la fin du « moment colonial », et de la nécessaire reconversion de la France dans l'Europe et les nouvelles technologies, du de Gaulle « conservateur » de 1968, qu'il combat avec la jeunesse étudiante du mois de mai.

En ce début de <sup>xxi</sup> siècle, au moment où la France change une nouvelle fois d'époque, la génération du *baby-boom* arrivant au terme de sa mission historique, il n'est pas inintéressant de lire, sous la plume d'un de ses intellectuels, qu'elle voit dans la résolution du conflit algérien un moment fondateur de son histoire. Débarrassée de l'Empire, de sa « mission civilisatrice » et de la guerre (après 23 ans de conflits ininterrompus), la nouvelle génération allait s'adonner à de nouvelles utopies, à de nouvelles luttes, et au plaisir de sa liberté collective retrouvée. Ainsi B. Stora rompt-il moins qu'il n'y paraît avec ses précédents ouvrages biographiques, leur donnant au contraire un nouvel éclairage. « Toute histoire est une histoire contemporaine », a écrit Antonio Gramsci.

Un autre point fort de ce livre est sa capacité à mener de front l'analyse du « camp français », en particulier de ses instances politiques et militaires, et les réactions du « camp algérien », dont l'auteur est le meilleur spécialiste français. Car l'historiographie coloniale à la française présente bien souvent un défaut d'hémiplégie, consacrant à tel ou tel acteur (colonial/colonisé), à tel ou tel camp (nationaliste/indépendantiste), l'essentiel de son effort. Ici, l'auteur porte son regard sur les deux camps et leurs démembrements (FLN/Mouvement national algérien [MNA]/harkis/civils/émigrés *versus* métropole/Algérie/ militaires/libéraux/activistes), et même s'il privilégie la geste gaullienne et ses fondements, il passe en revue la gamme des attentes et des réactions du camp algérien.

Or la réponse, mûrement pesée, de ce camp méditerranéen ragaillardi va dans la direction où de Gaulle voulait la conduire. C'est dans le camp français, comme il le redoutait, que le tournant politique suscite des tensions, et bientôt une véritable guerre fratricide entre réalistes et jusqu'aboutistes. S'engage ainsi l'acte final d'une guerre que les Français allaient tenter définitivement d'oublier... avec le succès que l'on sait.

**Pierre Vermeren**

Maître de conférences en histoire du Maghreb contemporain  
à l'université de Paris I-Panthéon Sorbonne

## RELATIONS INTERNATIONALES

### BUILDING PEACE AFTER WAR

Mats Berdal

Londres, IISS-Routledge, 2009,

186 pages

Les écrits académiques sur les politiques dites de consolidation de la paix (*peacebuilding*) dans les environnements post-confliktuels convergent largement dans leur critique des actions menées par les grandes institutions, Organisation des Nations unies (ONU) en tête : elles sont indispensables, mais aussi porteuses d'effets contre-productifs mettant à mal leur efficacité et leur légitimité.

L'ouvrage de Mats Berdal relève de cette approche. Le livre défend la thèse selon laquelle les politiques de *peacebuilding* souffrent d'abord de la méconnaissance qu'ont les acteurs externes des environnements où ils opèrent. La complexité des contextes politique et historique, le climat psychologique, la sociologie des acteurs et des types de violence, ou encore l'économie politique de la guerre et de la paix, sont autant d'éléments négligés intentionnellement ou non par la plupart des opérateurs de la consolidation de la paix. De cette méconnaissance découle une série de simplifications (notion réductrice d'États faillis et priorité donnée à la reconstitution de structures étatiques qui ignorent les formes alternatives de gouvernance émergeant des conflits, amalgame entre

différents types de violence post-confliktuelle, approche statistique des résultats, etc.), qui à leur tour conduisent à des actions inappropriées, voire contre-productives.

La légitimité de l'action est également décisive pour sa cohérence et son efficacité. Sont ici distinguées la légitimité de l'opération (mandat, action, capacité à répondre aux attentes) et celle des structures mises en place. Dans les deux cas, le défi réside dans le maintien, auprès des populations locales, de la légitimité d'une action qui doit s'inscrire dans la durée, alors même que par nature cette légitimité tend à s'éroder avec le temps.

Pour M. Berdal, le constat doit déboucher sur une révision de l'approche institutionnelle par une meilleure prise en compte des réalités sociales des conflits et des dilemmes émanant de la priorité donnée aux actions conduites (notions de *trade-offs*, sécurité immédiate contre stabilité de long terme, simultanéité des approches sécuritaire et économique, etc.). Dans cet effort, la nouvelle Commission de consolidation de la paix est présentée comme une avancée, comblant effectivement un vide dans l'échafaudage institutionnel du post-conflit. Mais elle traduit aussi les limites du système, pâtissant des clivages entre États (du Nord et du Sud en particulier) et des batailles institutionnelles propres à l'ONU (entre ses agences ou dans le secrétariat).

M. Berdal fait depuis longtemps partie des analystes incontournables de l'action onusienne. Par cet ouvrage incisif, dont le style traduit un souci permanent de la précision et de la nuance, il apporte une nouvelle pierre à la compréhension des conflits contemporains et de leur gestion. Bien plus, il bouscule, par l'intelligence de son analyse, des lieux communs qui ont eu tendance à enfermer les acteurs de la gestion de crise dans des politiques plus déterminées par leurs contraintes propres que par les besoins des sociétés émergentes des conflits.

**Thierry Tardy**

**L'ÉMERGENCE  
DE NOUVELLES PUISSANCES.  
VERS UN SYSTÈME MULTIPOLAIRE ?**

Sebastian Santander (dir.)  
Paris, Ellipses, 2009, 256 pages

Cet ouvrage collectif pose la question de la multipolarité de l'ordre mondial à travers six monographies consacrées à chacune des puissances émergentes du BRICSAM : Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Mexique, Russie (présentées dans un ordre alphabétique prudent, qui s'épargne le risque d'une classification ordonnée qui aurait probablement été plus stimulante). On sait que le concept de BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) a été forgé en 2003 dans un rapport de la banque d'investissement Goldman Sachs. Ces quatre pays avaient en commun un vaste

territoire, une population importante, d'abondantes ressources naturelles et une participation active dans le commerce mondial. Le concept ne renvoyait à aucune entité institutionnelle existante. Pour les banquiers d'affaires, il s'agissait simplement d'identifier des économies en forte croissance, riches de potentiel pour les investisseurs étrangers.

Mais l'expression a fait florès, désignant à côté des « vieilles » puissances de la Triade – Union européenne, États-Unis, Japon – les puissances émergentes du XXI<sup>e</sup> siècle naissant, susceptibles de remettre en cause l'hégémonie américaine et l'unipolarité de l'ordre mondial. Le concept, à l'origine purement économique, était réinterprété dans un sens plus géopolitique. Les BRIC – élargis au Mexique et à l'Afrique du Sud, voire à l'Indonésie, au Nigéria ou à la Turquie – désignent désormais des économies en forte croissance, qui exercent un *leadership* régional et aspirent à un rôle global. Il n'est guère difficile – ce que l'ouvrage ne fait malheureusement pas – de questionner cette notion et d'en critiquer l'élasticité. La Russie et la Chine, puissances nucléaires, membres permanents du Conseil de sécurité, relèvent-elles de la même catégorie que le Mexique ou l'Afrique du Sud, dont la puissance économique reste modeste et dont l'influence diplomatique peine à s'exercer dans leur « étranger proche » et à fortiori à façonner l'ordre mondial ?

Une critique plus radicale pourrait être adressée à cette paresseuse suite de monographies stato-centrées. Elles ne répondent pas à la stimulante question posée par le maître d'œuvre de cet ouvrage collectif dans son introduction : l'émergence des pays du BRICSAM remodèle-t-elle l'ordre international ? Le transforme-t-elle en système multipolaire ? La démarche analytique retenue permet certes un tour du monde de diplomaties en plein essor. On y glane quelques informations intéressantes sur l'« impérialisme jaune-vert » du Brésil, l'« hyperréalisme » de la nouvelle politique étrangère chinoise, ou la personnalité « bi-régionale » du Mexique. Mais on n'y trouve pas la réponse à la question posée, sinon dans la trop courte conclusion de Sebastian Santander. Il y soutient que les puissances émergentes, loin de déstabiliser le *statu quo*, le renforcent en redonnant aux clubs fermés qui leur ouvrent leurs portes (G7, OMC, Conseil de sécurité des Nations unies, etc.) une légitimité qu'ils risquaient de perdre. Pour être à contre-courant d'une pensée dominante qui surestime l'impact des BRIC sur l'ordre international, cette conclusion paradoxale n'en est que plus stimulante.

**Yves Gounin**

## HISTOIRE

---

### RAYMOND ARON, PHILOSOPHE DANS L'HISTOIRE.

#### « ARMER LA SAGESSE »

Serge Audier, Marc-Olivier Baruch  
et Perrine Simon-Nahum (dir.)  
Paris, Éditions de Fallois, 2008,  
234 pages

Dans cet ouvrage publié pour le centenaire de la naissance de Raymond Aron, la contribution de Nicolas Tenzer, « Raymond Aron ou la puissance occultée », est de premier ordre. Avec juste ce qu'il faut d'insolence, N. Tenzer y voit un angle mort dans la pensée du maître : R. Aron se serait, pour une fois, ingénié à ne pas prendre le taureau par les cornes ; réticent comme théoricien devant cette notion relative et instable, il l'aborde néanmoins dans son étude concrète des relations internationales.

Pour R. Aron, la puissance, « potentiel » porté à prospérer par agrégation, est menacée par la pente d'une *hubris* impérialiste. Il la voudrait désamorcée ou « défensive », et parle plus volontiers d'intérêt national « au sens limité ». Un intérêt national qui « éveille les citoyens à la conscience de l'unité politique dont ils sont les membres provisoires, qui les a précédés et qui doit leur survivre », au nom d'un « régime intérieur » ou d'un « idéal politique de la cité » démocratique. L'intérêt national suppose des compromis pragmatiques qui

empêchent d’user de la puissance en tant que telle, comme fin en soi ou but ultime. Celle-ci ne se limite pas aux ressources naturelles et aux forces militaires ; elle inclut performance économique, réforme des institutions, capacité d’action collective, civisme des élites, formation de l’esprit public et gloire par rayonnement persuasif. C’est une impulsion latente hors conflit et, même dans ce dernier cas, la politique encadre l’exercice de la puissance militaire pour préparer un ordre stable.

Partant de R. Aron, qui soulignait la nécessité de l’activité diplomatique et stratégique en politique extérieure, qui s’employait à penser la conflictualité, la souveraineté nationale, la compétition internationale et le « grand schisme » des deux blocs, N. Tenzer nous invite à une « réhabilitation circonstanciée de la puissance », indissociable du politique, qui vise à « assurer la stabilité et la prospérité d’une nation ». Autrement dit, à surmonter la prévention épistémologique contenue dans la distinction aronienne des « ordres de validité ». Objectif nécessaire mais difficile. D’une part, parce que la prévention de R. Aron ne résultait pas seulement d’une sorte de trauma des années 1930, mais aussi de son approche du totalitarisme en tant que bouleversement des ordres de validité par une ingénierie toute-puissante. D’autre part, parce que la puissance se manifeste dans une sphère, les relations internationales, où prime la praxéologie. Elle relève des rapports entre

unités agissant dans un milieu donné, s’apprécie en fonction de cas singuliers dans le cadre d’une relation dynamique. R. Aron considère que « la puissance politique n’est pas un absolu mais une relation humaine ». Cette capacité d’influer sur la conduite ou les sentiments d’autrui n’est « pas mesurable rigoureusement en raison même de la diversité des buts qu’elle s’assigne, et des moyens qu’elle emploie<sup>1</sup> ». L’approfondissement de la notion de puissance est une bonne direction de recherche à l’heure où la Chine promeut le concept de puissance nationale totale.

La contribution de Marc-Olivier Baruch sur la période de « La France libre » est nuancée et pertinente. On y apprend, incidemment, que derrière le rideau de fer, à l’université de Bucarest, un cours était entièrement consacré à « réfuter » les livres de R. Aron, qui circulaient alors sous forme de *samizdat*. Stephen Launay, pour sa part, montre que la dichotomie entre démocratie et totalitarisme n’exclut pas les phénomènes autoritaires. Elle considère l’organisation de l’autorité collective comme irradiant ses effets dans les mœurs de la société pour « façonner le style des relations entre les individus ». Cette typologie articule doctrines et pratiques politiques. La question du régime influence les relations sociales et renvoie aux idées histo-

1. Cité in Ch. Malis, « Puissance », in Th. de Montbrial et J. Klein (dir.), *Dictionnaire de stratégie*, Paris, PUF, 2006, p. 433.



riques qui nourrissent les relations entre États : « la nature des régimes politiques, l'histoire de leur formation et de leur fonctionnement, leurs traditions politiques, permettent de comprendre les contours de leurs politiques étrangères ; par extension, cette nature dessine aussi la texture des systèmes internationaux ».

Pierre Manent, de son côté, réfléchit sur R. Aron et l'histoire. D'aucuns croient entrer en possession du « secret de son "intrigue" », selon la formule d'Alain Boyer. Idée hégélienne, mais aussi kantienne, qui fait de l'histoire le « lieu de la réalisation de la raison », selon les termes de Philippe Raynaud. Dans *Dimensions de la conscience historique*, que cite Perrine Simon-Nahum, R. Aron se défiait de cette prétention à « connaître à l'avance le sens ultime et les voies du salut » en s'imaginant « avoir dit le dernier mot ». Dans le même ouvrage, P. Manent relève, sous la plume de R. Aron, que se pose dans nos sociétés modernes qui, simultanément, rendent libre et font sentir leur emprise, un problème de cohabitation des mythes : « ce qui sépare le plus les hommes les uns des autres, c'est ce que chacun d'eux tient pour sacré ». Mais n'y voyons pas un processus irrésistible. Pour P. Manent, R. Aron redonne toute sa place à l'interférence de « l'action humaine sensée et libre ».

**Marc Crapez**

## THE RISE AND FALL OF COMMUNISM

Archie Brown

Londres, The Bodley Head, 2009,  
720 pages

On ne présente plus Archie Brown à qui s'intéresse à l'URSS. Il nous livre ici un bilan complet de l'expérience du communisme et s'interroge sur les causes de son échec. Véritable gageure, que de retracer en un seul volume un siècle d'histoire d'un système finalement plus complexe et diversifié qu'on ne le croit communément. L'auteur procède chronologiquement, depuis l'origine de l'idée de communisme chez Marx et Lénine et de la révolution de 1917 à la Seconde Guerre mondiale. Puis il aborde la guerre et l'après-1945 en URSS, en « Europe de l'Est », en Chine et en Yougoslavie, comme constituant trois expériences distinctes. La période post-stalinienne est abordée dans une troisième partie, avec ses « zigzags », ses crises, ses spécificités en Europe de l'Est, en Chine, à Cuba, mais aussi en Asie et en Afrique, jusqu'à la « stagnation » brejnévienne. La quatrième partie nous rapproche du début de la fin avec trois facteurs majeurs : la crise en Pologne, rupture dans le système, la politique de « modernisation » de la Chine de Deng Xiaoping et une série de défis lancés par le monde occidental – dont la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), l'eurocommunisme, le rituel du voyage à l'Ouest, ou les élections de Ronald

Reagan et d'un pape polonais. La dernière partie aborde la période gorbatchévienne en URSS et ses conséquences en Europe de l'Est, puis, dans trois chapitres qui constituent autant de conclusions, sont posées trois questions : pourquoi le communisme a-t-il duré si longtemps, quelles ont été les causes de son effondrement, et qu'en reste-t-il ?

Retracer cette histoire en quelque 700 pages fouillées et nerveuses tout en étant assez précis pour éviter toute frustration constitue un défi. Les trois premières parties constituent de salutaires rappels, sans apporter de révélations majeures. Les deux dernières parties forment une réflexion particulièrement pertinente sur le système, montrant que dès avant le 9 novembre 1989, le communisme n'est déjà plus le communisme, au moins en Pologne, en Hongrie et, dans une moindre mesure, en URSS, là où les principaux piliers du système – rôle dirigeant du PC, « centralisme démocratique », économie centralisée et mouvement communiste international – sont mis à mal. S'agissant de l'URSS, il est justement précisé que l'un des objectifs de Mikhaïl Gorbatchev visait à dissocier le parti de l'État, cherchant à remplacer le premier sans toucher au second, ce qui fut l'une des causes de son échec.

Le système a pourtant réussi à perdurer, du fait de l'efficacité d'institutions qui régentaient toute la société, avec notamment un contrôle des médias et du langage, doublées toutefois d'un système

parallèle, lui aussi sous contrôle, fonctionnant selon une logique de « piston » plus d'ailleurs que de corruption.

Quant aux causes structurelles de l'échec, en Europe tout au moins, elles tiennent à la progression rapide du niveau d'éducation de la société, mais aussi au retard dans la prise en compte de la révolution informatique, sans parler bien sûr des difficultés économiques que connaissent tous ces pays, en Europe au moins. La Chine, en effet, moins dépendante de l'URSS que l'Europe de l'Est, a fait preuve d'une capacité supérieure de résilience, Pékin montrant que le communisme pouvait être « modernisé » par l'économie et non par la politique comme Moscou avait tenté de le faire.

Cet ouvrage riche et complet rappelle, comme un leitmotiv, certaines évidences, et met en garde contre certains amalgames trop largement médiatisés : le communisme ne fut pas un monolithe – Staline n'est pas Brejnev et encore moins Gorbatchev ; le communisme n'est pas identique en Europe et en Asie. A. Brown propose ainsi un ouvrage que l'on peut considérer comme essentiel et nécessaire pour comprendre l'intégralité de ce système dans sa complexité.

**Jean-Christophe Romer**

## SÉCURITÉ/STRATÉGIE

### LA DÉFENSE DE LA FRANCE APRÈS LA GUERRE FROIDE

Louis Gautier

Paris, PUF, 2009, 578 pages

L'ouvrage de Louis Gautier constitue à la fois un travail universitaire remarquable et une réflexion stratégique et politique sur la défense française après la guerre froide.

Dans une première partie, L. Gautier analyse les enjeux et les problématiques de la défense de la France depuis la chute du mur de Berlin. La fin de la guerre froide a ébranlé les principes de conscription, de dissuasion et d'autonomie : trois piliers de la politique de défense de la <sup>v</sup><sup>e</sup> République. Il analyse *l'aggiornamento* de la défense française, du second septennat de François Mitterrand à la troisième révision du modèle d'armée du quinquennat de Nicolas Sarkozy, en passant par la suspension du service national, mesure emblématique du premier mandat de Jacques Chirac. Il poursuit en décrivant la construction et l'avenir incertain de l'Europe de la défense, en partie lié au fait que l'Union européenne refuse de s'accepter comme un « acteur stratégique de plein exercice ». Il aborde ensuite les rapports entre la France et l'OTAN, du traité de Washington en 1949 à la décision de réintégrer l'organisation militaire intégrée de l'Alliance, qu'il interprète comme une forme de

« résignation française », et qui comporte selon lui des risques de perte d'autonomie de choix militaires de la France, en termes d'équipements et de conduite opérationnelle. Après avoir rappelé comment la dissuasion nucléaire avait été conçue comme clé de voûte de la politique de défense de la France depuis 1958, il s'interroge sur la « dégradation » de notre posture nucléaire à l'horizon de 25 à 30 ans, compte tenu de certaines impasses technologiques, et de l'absence de cadre stratégique européen dans lequel elle pourrait venir s'inscrire. Il détaille enfin l'engagement militaire français dans le monde après la guerre du Golfe, qui a déterminé une remise à plat de l'outil militaire, et le primat de la projection extérieure au risque d'une « certaine surexposition extérieure de notre défense ».

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, l'auteur s'intéresse aux aspects institutionnels, organisationnels, fonctionnels et financiers de la défense française qui ont été profondément révisés depuis 20 ans. Après avoir rappelé que le lien de subordination du militaire au politique était redevenu positif sous la <sup>v</sup><sup>e</sup> République, il décrit la complexité des rapports de pouvoir en matière de défense dans notre pays. Après un rappel sur l'histoire de la conscription en France, véritable « mythe républicain », il revient sur la professionnalisation des armées qui a entraîné une modification profonde de l'institution, tant au plan du format que de la structure sociale et juridique. « Machinerie infiniment complexe »,

le ministère de la Défense est désormais plus technique que politique, avec notamment le renforcement en 2005 des attributions du chef d'état-major des armées. L'auteur présente les missions et la modernisation des équipements majeurs des trois armées, et souligne la forte attrition des capacités qui pourrait, à terme, remettre en cause la cohérence opérationnelle de notre modèle de forces.

Le sentiment d'insularité stratégique consécutif à la disparition de l'ennemi à nos frontières, ainsi que la crise des finances publiques, expliquent en partie la baisse relative du budget militaire français depuis 1989. Même si la France maintient un effort de défense soutenu, en comparaison avec les autres armées européennes, la logique de la programmation militaire est désormais fortement contrariée, traduisant une perte de priorité politique des crédits militaires. Enfin, l'auteur termine par un tour d'horizon de la politique d'armement française. Cette dernière repose sur la conviction selon laquelle les capacités technologiques et industrielles du pays conditionnent non seulement son efficacité militaire, mais aussi ses marges de manœuvre diplomatiques, et donc son autonomie de décision et d'action. Pour autant, la coopération européenne en matière d'armement apparaît aujourd'hui plus que jamais comme le moyen de renforcer nos capacités technologiques et industrielles, dont le développement conditionne nos futures capacités militaires.

Illustré de nombreux organigrammes, tableaux de synthèse et références historiques, le livre de L. Gautier est une véritable somme. Aucune étude jusqu'à présent ne s'était appuyée sur une approche globale, politique et technique, de la transformation de l'outil militaire français depuis la fin de la guerre froide. L'ouvrage de l'ancien conseiller de Lionel Jospin vient combler cette lacune sous la forme d'un examen critique qui fera date.

**Anne-Henry de Russé**

#### **US MILITARY INNOVATION SINCE THE COLD WAR.**

#### **CREATION WITHOUT DESTRUCTION**

Harvey Sapolsky, Benjamin Friedman, Brendan Green (dir.)  
New York, Routledge, 2009,  
224 pages

Vingt ans après l'effondrement du mur de Berlin, les auteurs tentent d'évaluer les changements accomplis par l'appareil de défense américain, par-delà la rhétorique de la « révolution dans les affaires militaires » (RMA) et de la « transformation » chère à Donald Rumsfeld. Le cœur des dix chapitres est constitué d'études consacrées à cinq « services » : l'Army, l'Air Force, la Navy, le Marine Corps et les forces spéciales.

Le verdict des auteurs est d'un grand scepticisme. La référence à Schumpeter et à son concept de « destruction créatrice » est à la fois évidente et pertinente, tant les études semblent pointer dans une même direction :

contrairement à ce qui fut affirmé par les partisans d'une « RMA » ou d'une « transformation », les opportunités nées du changement technologique n'ont occasionné aucune refonte d'ensemble des moyens, doctrines et structures des « services ». Bien au contraire, les choix de défense allant dans le sens de la « transformation » (ciblage de précision, furtivité, détection, communications en temps réel) n'ont été faits que lorsqu'ils paraissaient compatibles avec les préférences de chaque composante. L'Air Force, comme la Navy, y trouvèrent leur compte du fait de la place qu'elles accordent traditionnellement aux moyens de haute technologie. Le scepticisme initial de l'Army s'est, lui, mué en zèle à la suite des opérations au Kosovo et du fiasco provoqué lors du déploiement d'unités au sol. Dès lors que l'adoption des technologies avancées lui est apparue comme un moyen de témoigner de son utilité aux yeux du pouvoir politique, et de mener plus efficacement les missions ayant sa préférence, à savoir les missions de combat classiques, l'Army s'est emparée des concepts « transformationnels ». Le chapitre consacré au Marine Corps montre quant à lui comment celui-ci a adopté des « capacités-niches » bénéficiant des avancées de la « RMA » et lui permettant de perfectionner son répertoire de spécialités traditionnel, sans pour autant avoir à réformer ce dernier. Enfin, lorsqu'elles furent érigées par Donald Rumsfeld en fer de lance de la *Global War on Terror*, les forces spéciales américaines semblent avoir fait le choix d'affirmer leur

préférence en se focalisant sur les missions de neutralisation et de destruction, au détriment des missions de guerre irrégulière (formation des armées étrangères, guerre psychologique, actions civilo-militaires, etc.).

Trois chapitres complètent ces analyses, en abordant notamment l'adaptation des industries de défense américaines, ou en revenant de manière détaillée sur les domaines techniques ayant connu des progrès sensibles au cours des deux dernières décennies.

Avec cet ensemble de grande qualité, le lecteur dispose d'études précises, nuancées et informées sur les mutations et adaptations des composantes de l'armée américaine depuis la fin de la guerre froide. On peut regretter que la date d'achèvement des textes ait empêché les auteurs de prendre en compte la réorientation du Pentagone initiée par Robert Gates, mais on ne peut que se féliciter de la qualité et de la rigueur de la démarche. Marquée par une orientation académique réduite, mais sensible, voilà une lecture essentielle pour qui s'intéresse aux rouages de la politique de défense américaine ou aux théories de l'innovation au sein des organisations.

**Corentin Brustlein**

## LES ARMES NUCLÉAIRES. MYTHES ET RÉALITÉS

Georges Le Guelte

Arles, Actes Sud, 2009, 400 pages

Par-delà sa résonance avec le retour sur l'agenda international des questions de désarmement nucléaire, l'ouvrage de Georges Le Guelte est une somme, précieuse à trois titres au moins.

D'abord, son histoire politique des arsenaux nucléaires américains et russes de 1945 à 2008 se veut un révélateur de la rivalité de puissance qui se joue entre les deux États et se poursuit malgré la fin de la guerre froide. G. Le Guelte en cherche la source au niveau national, dans les luttes politiques et bureaucratiques entre les « politiques » pragmatiques, les « idéalistes » et les « extrémistes » dans les deux pays, qui trouvent des relais *ad hoc* chez les industriels, les scientifiques, les militaires, mais aussi dans les opinions publiques. Ce faisant, il s'oppose à un déterminisme technologique aussi fréquent que réducteur, réarticule les intérêts et les visions du monde, et contribue aux études des processus d'acquisition des armements, bien rares en langue française<sup>1</sup>.

Ensuite, l'auteur relance et renouvelle plusieurs débats sur le rôle des arsenaux nucléaires et les conditions

d'une politique efficace de non-prolifération. Il introduit des thèses radicales, défendues sans provocation et nourries des publications les plus récentes en français et en anglais. G. Le Guelte tend avant tout à montrer qu'à de rares exceptions près – telle la doctrine énoncée par James Schlesinger en 1974 –, les arsenaux déployés ne reflètent ni les rapports politiques entre les deux pays, ni les doctrines qu'ils sont censés servir. « À partir du moment où les arsenaux sont devenus l'image de la suprématie du pays, la doctrine devient une rhétorique abstraite, sans lien avec les activités des militaires. Elle tente de donner une cohérence apparente à la contradiction entre la politique extérieure du pays et ses programmes d'armement ». L'auteur relance également l'attaque contre les thèses de la paix et de la stabilité par la dissuasion nucléaire, rappelant notamment que la guerre entre les deux États était « matériellement impossible » dans les années 1950, et que ces armes ont fait naître une psychose de l'attaque par surprise. Il souligne en outre l'extrême fragilité du régime actuel de non-prolifération nucléaire, ainsi que le peu de bienfaits à attendre de ses prolongements les plus communément souhaités : le Traité d'interdiction complète des essais (TICE) et celui qui interdirait la production de matières fissiles.

Ces thèses, fortes, ne se laissent pas disqualifier a priori. Ses fonctions à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et ses ouvrages antérieurs suggèrent assez éloquemment

1. Cf. les travaux pionniers dirigés par W. Genieys, *Le Choix des armes : théories, acteurs et politiques*, Paris, Éditions du CNRS, 2005.

que l'auteur n'est pas naïf, et qu'il ne sous-estime en aucun cas les périls de la prolifération nucléaire. Ce refus de l'angélisme le conduit à rejeter le raccourci selon lequel les insuffisances du désarmement nucléaire seraient la cause de la prolifération. Inutile selon G. Le Guelte de recourir à ce genre d'arguments ou de réifier un imaginaire complexe militaro-industriel pour défendre une politique de non-prolifération exigeante en matière de désarmement ; c'est plutôt la perte de la crédibilité des États garants du TNP qui est en jeu. Le rappel de nombreux accidents, des frappes nucléaires évitées par chance, ou parce qu'un officier soviétique a eu la présence d'esprit de ne pas transmettre immédiatement à sa hiérarchie les informations sur ce qui ressemblait à trois lancements américains, contribue à actualiser cette exigence.

Enfin, l'ouvrage souligne le rôle de la définition de la menace présente et à venir à l'ère nucléaire. Alors que le « déficit en bombardiers » supposé en 1954-1955, le « déficit en missiles » de 1958-1960, puis la « fenêtre de vulnérabilité » dans les années 1970 ont justifié la multiplication par cent du nombre d'ogives avant de se révéler sans fondement, cette « histoire de la perception de la menace » invite à s'intéresser de plus près à ceux auxquels on accorde l'autorité de prophètes en la matière<sup>2</sup>.

---

2. B. Pélopidas, « Du fatalisme en matière de prolifération nucléaire. Retour sur une représentation opiniâtre », *Revue suisse de science politique*, vol. 15, n° 2, été 2009, p. 281-316.

On regrettera simplement qu'en se confrontant aux « mythes et réalités » des armes nucléaires, G. Le Guelte n'accorde qu'une attention bien mince au premier d'entre eux, qui veut que l'arme dite absolue soit intrinsèquement désirable. Ses considérations sur les phénomènes de renoncement restent lacunaires, et indiquent combien cette voie reste à explorer.

**Benoît Pélopidas**

---

## TERRORISME

---

### MANAGING TERRORISM AND INSURGENCY. REGENERATION, RECRUITMENT AND ATTRITION

Cameron I. Crouch  
New York, Routledge, 2009,  
208 pages

L'explosion, depuis « l'événement Petraeus », de la littérature contre-insurrectionnelle a au moins pour mérite de révéler l'Australie comme foyer jusqu'ici méconnu de réflexion sur les guerres irrégulières, avec une école ayant pour chef de file David Kilcullen. Les élèves ne sont pourtant pas toujours à la hauteur du maître.

Dans *Managing Terrorism and Insurgency*, Cameron I. Crouch, analyste chez Allen Consulting Group, étudie la capacité d'un acteur insurrectionnel à se *régénérer*, c'est-à-dire à remplacer ses effectifs perdus – ce qu'il considère comme le principal centre de gravité d'un conflit

asymétrique. La dégradation de cette aptitude régénérative (*regeneration decay*) doit donc constituer l'objectif essentiel de tout État en lutte contre un adversaire irrégulier. Elle peut selon l'auteur être atteinte par deux stratégies essentielles : la *réduction du recrutement* (par des réformes politiques et sociales, la répression sélective ou le discrédit idéologique) ; et *l'accroissement de l'attrition* (via l'amélioration du renseignement et la restriction des libertés civiles).

Trois études de cas sont privilégiées : celle du Front de Libération du Québec (FLQ), responsable du kidnapping et de l'assassinat du ministre québécois Pierre Laporte ; celle du Movimiento de Liberación Nacional-Tupamaros (MLN-T) en Uruguay qui, dans la tradition révolutionnaire guévariste, chercha à provoquer une réforme agraire par l'action violente ; et enfin celle de la Provisional Irish Republican Army (PIRA) en Irlande du Nord, principal mouvement armé indépendantiste dans la province au moment des troubles (1969-1994), mais dont seule la première décennie est analysée.

Dans les trois cas, un groupe terroriste aux moyens relativement faibles a poussé un État démocratique à des extrémités sécuritaires – l'auteur décrit ainsi un épisode souvent ignoré : la proclamation de la loi martiale à Montréal en 1970, pour la seule fois de l'histoire canadienne, autorisant le déploiement

de plus de 12 000 hommes dans la ville et l'adoption de législations d'exception auxquelles le Patriot Act n'a rien à envier.

À partir de l'étude rigoureuse des trois mouvements, C. I. Crouch tente de remettre en cause ce qu'il considère comme la *doxa* contre-insurrectionnelle, héritée de Robert Thompson<sup>1</sup> : c'est l'action sur le recrutement, et donc sur les populations, et non l'attrition, qui permet la victoire. Il en tire la conclusion que la stratégie attritionnelle visant à l'élimination/arrestation des insurgés doit être revalorisée.

Hors l'intérêt monographique non négligeable, dans le cas du FLQ notamment, la question demeure de la pertinence des exemples étudiés au regard des problématiques actuelles. Dans la lignée de la *Global Insurgency* de D. Kilcullen, C. I. Crouch refuse de distinguer entre insurrection et terrorisme. Or, malgré l'emploi systématique du terme d'insurrection, son propos porte pourtant d'abord sur le terrorisme international – Al-Qaida pour ne pas la nommer –, et semble peu transposable aux théâtres insurrectionnels majeurs d'Asie centrale et du Moyen-Orient, tant les rapports de force et les cadres opérationnels diffèrent. À souligner la continuité stratégique entre insurrection et terrorisme, C. I. Crouch ne redécouvre-t-il pas l'opposition,

1. R. Thompson, *Defeating Communist Insurgency*, Londres, Chatto & Windus, 1966.



pourtant bien connue, entre contre-terrorisme et contre-insurrection, qui sous-tend sa distinction entre stratégie d'attrition et stratégie de recrutement ?

**Élie Tenenbaum**

### LES NEUF VIES D'AL-QAIDA

Jean-Pierre Filiu  
Paris, Fayard, 2009, 368 pages

Voici certainement l'analyse la plus complète de l'histoire d'Al-Qaida, mouvement djihadiste né il y a maintenant plus de vingt ans à Peshawar. Jean-Pierre Filiu fait remonter la création d'Al-Qaida à avril 1987, à l'initiative de ses trois pères fondateurs, le Palestinien Abdallah Azzam, « l'héritier saoudien » Oussama Ben Laden, et le « comploteur précoce », l'Égyptien Ayman Al-Zawahiri, « trois justiciers déterminés à restaurer la présence de l'islam, ulcérés par les égarements et la passivité de leurs coreligionnaires ». Face aux soviétiques qui occupent l'Afghanistan, l'organisation rassemble de 3 000 à 5 000 militants, dont seulement 500 combattants, essentiellement d'origine arabe et dont les faits d'armes ont été en définitive plus que modestes. Ce n'est qu'après qu'O. Ben Laden ait essuyé un refus de l'Arabie Saoudite à son offre de services contre l'Irak, et assisté à l'installation des troupes américaines dans son pays, qu'il s'engage dans un djihad meurtrier. Les neuf vies d'Al-Qaida la mènent de l'exil soudanais aux défis à l'Amérique,

puis à son installation dans le Djihadistan que constitue l'Afghanistan, à son effondrement, à l'échec de la « campagne d'Arabie », à son action dans le chaos irakien pour déboucher sur « une fuite en avant » dont le terme n'est pas encore défini. Certes, Al-Qaida « central », comme le qualifie l'auteur, représente encore une menace, mais avec une capacité de nuisance limitée et un effectif de combattants très réduit, de l'ordre d'une centaine, même si par ailleurs de nombreux groupes terroristes s'en réclament.

L'auteur voit dans les succès initiaux de l'organisation la combinaison de plusieurs éléments : simplicité, voire simplisme du message ; plasticité qui s'adapte aux différentes situations compte tenu de la légèreté de ses structures et de sa connaissance du terrain ; visibilité des effets ; « frugalité ostentatoire » de ses dirigeants. Al-Qaida propose ainsi aux groupes djihadistes un « modèle » et un *modus operandi* particulièrement efficaces.

Après le 11 septembre 2001, l'organisation se trouve progressivement en position défensive. Depuis 2005, elle n'a pas réussi à provoquer d'attentat significatif. Derrière l'expression malheureuse de l'Administration Bush de « guerre contre le terrorisme » qui a contribué à amplifier l'importance d'Al-Qaida, les mesures prises dans le domaine de la sécurité, notamment dans les aéroports, ou les opérations menées par les « guerriers de

l'ombre », ont contribué à détruire ses infrastructures, sa logistique, et à neutraliser un nombre important de ses responsables. Par ailleurs, l'évolution de l'opinion publique des pays musulmans a joué dans le même sens. La priorité donnée au djihad global et au rétablissement du califat est apparue comme un objectif trop abstrait, à l'efficacité douteuse. Il ne répondait pas aux soucis de militants prêts au martyre, mais pour un djihad national, aux objectifs concrets et accessibles. La violence brutale, sauvage, de certaines actions menées contre des musulmans a contribué au déclin de l'image d'O. Ben Laden et de son mouvement dans les opinions publiques musulmanes : l'attentat perpétré par Abou Moussab Al-Zarqawi le 9 novembre 2005, qui a fait plus de 60 morts à l'occasion de la célébration d'un mariage dans un grand hôtel d'Amman, a ainsi marqué un tournant.

Il est intéressant de noter qu'Al-Qaida n'a pas réussi à s'implanter sérieusement dans les territoires palestiniens. Aujourd'hui, le mouvement se trouve isolé et contesté même par des cheikhs radicaux. L'absence de base territoriale ou ethnique, après l'échec d'Al-Qaida en Irak et en Arabie Saoudite, lui laisse Internet, base virtuelle, encore que les sites se réclamant de l'organisation soient souvent piratés, harcelés, voire manipulés. Dans le débat qui se développe aux États-Unis entre Marc Sagement, ancien de la CIA et spécialiste du terrorisme, et l'universitaire Bruce Hoffmann, J.-P. Filiu penche plutôt vers l'analyse

du premier qui estime qu'Al-Qaida cède de plus en plus la place à un « djihad sans chef », entretenant une menace plus diffuse, difficile à identifier et d'une efficacité limitée.

L'auteur essaie d'anticiper une dixième vie d'Al-Qaida. « Vingt années et neuf vies plus tard, le désastre est absolu », son éradication est peut-être proche et son extinction probable, en particulier si O. Ben Laden et A. Al-Zawahiri étaient pris « morts ou vifs ». Mais une intervention militaire brutale contre un pays musulman pourrait lui donner un nouvel élan, comme ce fut le cas en 2003 en Irak.

On ne peut que recommander la lecture de ce livre, véritable ouvrage de référence, qu'accompagne une documentation de première main, notamment sur l'évolution, les débats internes, les méthodes et les personnages clés d'un mouvement sans précédent historique.

**Denis Bauchard**

## MIGRATIONS

---

### FORTRESS EUROPE OR A EUROPE OF FORTRESSES? THE INTEGRATION OF MIGRANTS IN WESTERN EUROPE

Harlan Koff  
Bruxelles, Peter Lang, 2008,  
348 pages

Au moment où les pays européens d'immigration débattent de la crise

ou des vertus de leur « modèle d'intégration », voici un ouvrage important qui dépasse les apories habituelles des discussions, tant politiques que scientifiques, sur le sujet. À rebours des oppositions entre modèles « républicain », « multiculturaliste » ou « ethnonationaliste », Harlan Koff propose d'analyser les processus d'intégration politique et socio-économique des migrants, en comparant quatre villes européennes : Toulouse, Lille, Florence et Bari. Les contextes nationaux français et italiens illustrent deux histoires migratoires très différentes : l'une très ancienne dans le cas de la France, l'autre beaucoup plus récente pour l'Italie.

En s'appuyant sur une analyse empirique combinant des méthodes quantitatives et qualitatives, H. Koff insère son analyse dans le cadre traditionnel de la science politique, tout en adoptant une approche interdisciplinaire. H. Koff définit l'intégration comme la participation des migrants à la vie politique, économique et sociale de l'État d'accueil – processus d'interactions entre différents acteurs et institutions dans un cadre politique, économique et social complexe.

À la différence de la plupart des approches locales, trop focalisées sur des explications de cas, l'étude de H. Koff utilise l'approche comparative pour élargir la perspective théorique. L'ouvrage identifie des mécanismes à l'œuvre à l'échelle locale, que des comparaisons plus classiques entre contextes

nationaux et internationaux ne permettent pas de rendre visibles habituellement.

Les villes retenues sont de taille moyenne, et partagent une histoire migratoire et une démographie comparables : les migrants y représentent entre 5 % et 8 % de la population. Mais plusieurs éléments distinguent la situation française (tradition d'accueil, histoire coloniale, État centralisé, « conception holistique » de la citoyenneté, « modèle républicain »...) du contexte italien (immigration récente, dramatisation du contrôle des frontières maritimes, régionalisation...). H. Koff révèle pourtant que ce sont les variables locales, « culturelles » et « structurelles », qui déterminent les niveaux d'intégration dans chaque cas. Chacune des villes étudiées a sa propre réponse à l'arrivée des étrangers, fondée sur différents éléments (traditions politiques locales, mobilisations collectives, situation du marché local de l'emploi, etc.). Si les politiques d'intégration définies au niveau national sont importantes, elles sont fortement influencées par des variables infranationales. H. Koff semble suggérer implicitement que les solutions aux « problèmes d'intégration » doivent être construites du bas vers le haut (*bottom-up*). Au moment du « grand débat sur l'identité nationale », la leçon n'est pas sans importance.

Autre aspect du travail de H. Koff : la notion de *spillover* entre les différents espaces du processus d'intégration, démontrant les interdépendances

entre, par exemple, les niveaux de mobilisation collective dans une ville, la situation du logement ou la structure du marché du travail. L'auteur suit les processus d'intégration dans la sphère politique (les migrants dans les partis, les institutions politiques locales et le secteur associatif ; droits politiques, accès aux services sociaux, mouvements sociaux anti-immigration et pro-intégration, etc.) et dans la sphère socio-économique (relation entre la structure des marchés locaux, les institutions politiques et les acteurs économiques ; complémentarité ou concurrence entre travailleurs étrangers et travailleurs nationaux ; interaction culturelle, logement, urbanisme, criminalité, etc.). Ces sphères sont autonomes (le *spillover* n'est pas automatique) mais pas indépendantes. L'approche pose deux questions fondamentales : quels facteurs contribuent à l'intégration dans une de ces sphères ; et dans quelle mesure l'intégration progressant dans l'une entraîne-t-elle une intégration dans l'autre ? Se référant aux concepts de « classe », de « statut » et de « pouvoir » hérités de Max Weber, H. Koff répond : chaque sphère étant gouvernée par ses propres principes, la nature du pouvoir varie dans les différentes sphères d'intégration, entraînant des résultats différents.

Clair et illustré de nombreux exemples, cet ouvrage sera très utile aux étudiants, aux chercheurs, et au large public intéressé par les migrations et l'intégration des migrants en Europe.

**Marie Bassi**

## AFRIQUE

### LA FRANCE EN AFRIQUE. LE COMBAT DES ANCIENS ET DES MODERNES

Yves Gounin  
Bruxelles, De Boeck, 2009,  
192 pages

Le livre d'Yves Gounin vient combler un manque : il n'existait pas d'ouvrage accessible au grand public sur cette question, entre des travaux universitaires remarquables et peu diffusés (revue *Politique africaine*), une littérature grise, instructive et aride, et les travaux plus mordants sur la *Françafrique*.

Le livre se présente comme un manuel et comme une réflexion globale sur les relations entre la France et ses anciennes colonies, ainsi que quelques pays où l'influence française est traditionnellement forte. L'ouvrage présente de manière synthétique, claire et dans une belle langue persillée d'un vrai regard critique, les différents aspects des relations entre la France et certains pays africains. On saluera les pages très utiles sur l'évolution des dispositifs de coopération (civile et militaire).

L'ouvrage est surtout intéressant en ce qu'il évite le piège du catalogue. Y. Gounin s'appuie sur quelques idées forces, et on en retiendra ici trois. Première idée : celle d'un complexe franco-africain, particulièrement fertile, qui permet entre autres de rendre compte de la conti-

nuité de la présence française post-coloniale. Au début des années 1980, la France avait plus de 20 000 coopérants dans les pays africains, soit presque trois fois plus qu'en 1959. Deuxième idée : ce complexe franco-africain se délite dans la décennie 1990. Dans le monde post-guerre froide, l'année 1994 paraît à plusieurs titres celle de la rupture, avec trois événements : les obsèques de Félix Houphouët-Boigny, la dévaluation du franc CFA – vécue comme une trahison et un lâchage par les Africains des pays francophones –, le génocide rwandais, avec les zones d'ombre qui entourent encore le rôle des forces françaises avant, pendant et après le génocide, et qui marquera la manière dont les Français concevront leurs futures interventions armées sur le continent. Troisième idée, la difficulté, depuis 1994, qu'ont les différents pouvoirs français à définir une nouvelle politique africaine, avec le tiraillement entre une « moderne » (normalisation des relations) et « ancienne » (diplomatie parallèle, soutien aveugle à certains autocrates, etc.). À ce titre, la rupture avec les « anciennes pratiques » annoncée par Nicolas Sarkozy dans la dernière campagne présidentielle est aujourd'hui assez largement oubliée.

On exprimera quelques critiques, qui ne sauraient remettre en cause le sérieux de l'entreprise. Contrairement à ce que dit l'auteur, les travaux d'Élise Huillery ont tendance à infirmer plus qu'à confirmer les thèses

« cartérisistes » de Jacques Marseille (selon lesquelles les colonies ont plus coûté que rapporté à la métropole). Sur le rôle des anciennes colonies au service du « rang » de la France, l'auteur embrasse plutôt la thèse des « modernes », qui le relativise, voire le minimise. Certes, les échanges économiques avec l'Afrique se sont considérablement réduits, et la construction européenne a offert une nouvelle opportunité de rayonnement à la France, mais son poids dans la construction européenne provient aussi, pour partie, de ses liens avec l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne. Enfin, l'auteur aurait pu s'attarder un peu plus sur la *Françafrique*, en particulier sur le poids de certains présidents africains dans certains réseaux occultes.

Au total, cet ouvrage répond aux objectifs qu'il s'était fixés, et deviendra rapidement un classique.

**Alain Antil**

---

## ASIE

---

### LE PACIFISME À L'ÉPREUVE.

#### LE JAPON ET SON ARMÉE

Eric Seizelet et Régine Serra  
Paris, Les Belles Lettres, 2009,  
209 pages

La posture de défense japonaise a connu une évolution sans précédent ces dernières années. Contraint par un pacifisme constitutionnel quasi unique, Tokyo déploie pourtant depuis 1992 ses Forces d'autodéfense

(FAD) à l'étranger dans le cadre de missions onusiennes. Et les FAD ont plus récemment pris part aux opérations de la coalition américaine en Afghanistan et en Irak.

Cet ouvrage, rédigé conjointement par une chercheuse en relations internationales et un juriste spécialiste du Japon, explore l'ambiguïté de cette posture japonaise de défense. Revenant sur les normes constitutionnelles et légales en matière de défense, et leurs interprétations politiques, les auteurs présentent les mécanismes mis en place pour gérer le paradoxe d'un pacifisme armé, et évaluent la normalisation politico-militaire de ces dernières années.

Le volume s'ouvre sur un exposé clair et complet des principaux débats relatifs aux questions de sécurité et de défense au Japon : la place de l'alliance avec Washington, la légitimité politique de l'article 9 de la Constitution instituant la renonciation à la guerre, face aux pressions pour « normaliser » le pays. Les termes du débat étant posés, l'exposé prend un tour plus juridique pour détailler l'organisation de la capacité de défense japonaise, le statut des forces d'autodéfense et leurs missions, la chaîne de commandement et les procédures de mobilisation, pour revenir en conclusion sur la question de l'autonomie stratégique nipponne dans le cadre du partenariat de sécurité avec les États-Unis.

Les auteurs montrent comment l'interprétation byzantine de la Loi fondamentale a conduit à l'évidence de principes antimilitaristes institués par le gouvernement japonais lui-même, ainsi qu'à la mise en place d'une construction législative complexe, qui explique l'évolution tortueuse de la politique de défense et de sécurité nipponne.

La dimension juridique de la politique de défense japonaise, qui se trouve au cœur de la problématique mais est trop souvent présentée de manière superficielle, est ici largement développée. Cette analyse s'appuie sur de nombreuses sources japonaises. Autant de qualités qui font de cet ouvrage la référence française sur la question de la posture de défense japonaise.

**Céline Pajon**

## MOYEN-ORIENT

### MYTHS, ILLUSIONS AND PEACE. FINDING A NEW DIRECTION FOR AMERICA IN THE MIDDLE EAST

Dennis Ross et David Makovsky  
New York, Viking, 2009, 368 pages

Dennis Ross, ancien conseiller de James Baker pour l'URSS et le Moyen-Orient, puis coordinateur spécial de l'ensemble du processus de paix au Proche-Orient pendant toutes les années Clinton, a repris du galon dans l'Administration Obama. D'abord conseiller spécial pour l'Iran auprès de la secrétaire

d'État, il est passé à la Maison-Blanche en juin, devenant implicitement le « Monsieur Moyen-Orient » de Barack Obama. Dans ce contexte, les prescriptions de cet ouvrage écrit avec David Makosky prennent un relief particulier, même si leur rédaction a été achevée avant le changement d'Administration.

L'ouvrage souligne la valeur d'une alliance entre les États-Unis et Israël fondée sur l'exceptionnalisme, et l'intérêt de continuer à promouvoir la démocratie au Moyen-Orient : les auteurs, qui dénoncent l'amateurisme et les erreurs de l'Administration de George W. Bush, n'en participent donc pas moins à un certain consensus américain. Mais leur réflexion s'articule principalement en deux grands développements, sur le conflit israélo-palestinien (le volet syrien est exécuté en deux pages), et sur l'Iran nucléaire. À chaque fois, un balancement critique oppose les effets désastreux du désengagement pratiqué par les néoconservateurs de l'Administration précédente à l'échec programmé de l'engagement simpliste et illusoire des « réalistes ». Entre cette droite et cette gauche, les auteurs se définissent comme « centristes », partisans d'un « engagement sans illusions », qui exclut cependant les acteurs non étatiques comme le Hamas ou le Hezbollah (sauf si ceux-ci acceptent leur désarmement préalable).

La mythologie du *linkage* (couplage), selon laquelle tous les problèmes de la région disparaîtraient *ipso facto* avec la résolution de la question palestinienne, est récusee. L'échec des politiques américaines fondées sur une telle vision est souligné, en prenant pour exemples les Administrations successives (à l'exception de celles dont D. Ross a été membre). Pour autant, le dossier israélo-palestinien mérite que l'on s'y engage, mais pour lui-même. D. Ross et D. Makovsky suggèrent une approche concrète et graduelle de petits pas mutuels, consentis par les deux parties, en écartant l'idée d'un passage immédiat au « statut final ». Un horizon politique devrait certes être donné au processus (sous la forme d'une courte déclaration de principes ou d'un document plus détaillé, les auteurs ne tranchent pas), mais à condition de ne pas rehausser inconsidérément les attentes pour mieux les décevoir ensuite – jeu tôt ou tard destructeur.

Face au régime iranien, l'Administration Bush n'a jamais eu de politique claire : « elle est passée d'une posture néoconservatrice faible à un effort réaliste faible ». Pour redresser la barre, s'il en est encore temps, les auteurs suggèrent une option hybride (« engagement sans conditions et avec pressions »), qui n'est rien d'autre que la négociation à « double volet » que mènent la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne depuis 2003 : un

dialogue politique assorti d'un régime de sanctions pour décourager l'entêtement iranien.

Les développements les plus intéressants sont ceux où les auteurs s'interrogent sur la façon dont les États-Unis pourraient ouvrir un dialogue avec Téhéran : en se glissant dans le jeu européen, en recourant à un canal non officiel de type processus d'Oslo (D. Ross parle ici en orfèvre), ou encore en instituant un canal officiel direct et clandestin (déjà pratiqué par D. Ross en 1989 avec la Syrie). Les États-Unis pourraient avoir plusieurs fers au feu, mais la troisième solution a la préférence des auteurs : on n'est jamais si bien servi que par soi-même, même si l'absence d'interlocuteur rend aujourd'hui quelque peu vaines ces spéculations.

**Pierre Thénard**

**SAUDI-IRANIAN RELATIONS  
SINCE THE FALL OF SADDAM.  
RIVALRY, COOPERATION AND  
IMPLICATIONS FOR U.S. POLICY**

Arlington, RAND Corporation,  
2009, 156 pages

La division entre chiïtes et sunnites permet-elle de comprendre la relation entre les deux grandes puissances du Moyen-Orient depuis la chute de Saddam Hussein? C'est à cette question que le dernier rapport de la RAND tente de répondre. S'appuyant sur une large documentation, les auteurs ont voulu montrer

que les relations entre Riyad et Téhéran ne se réduisaient pas à l'antagonisme confessionnel, et que les possibilités d'endiguement de l'Iran restaient très limitées. Ils proposent pour cela une nouvelle grille de lecture qui distingue la situation dans le Golfe, où la relation oscillerait entre rivalité sourde et coopération, de celle qui prévaut au Levant (avec le Liban et la question palestinienne), où la relation serait plus conflictuelle.

Les auteurs réussissent à réévaluer l'impact du clivage entre sunnites et chiïtes dans la relation entre les deux États. Pour surmonter sa position marginale au Moyen-Orient, l'Iran cherche à séduire la « rue arabe » avec son discours anti-impérialiste et pro-palestinien, et dépasse ainsi le seul public chiïte. En revanche, en Arabie Saoudite, la tension avec l'Iran nourrit un discours anti-chiïte dont la minorité du Royaume est la principale victime, malgré les timides appels à la modération du pouvoir politique.

Dans le chapitre consacré à la situation dans le Golfe, les auteurs réussissent à montrer l'impuissance relative de l'Arabie Saoudite face à l'Iran, du fait des rivalités interarabes et de l'inconnue irakienne. En raison des politiques indépendantes et parfois iranophiles de ses membres, comme le Qatar ou Oman, le Conseil de coopération du Golfe ne joue pas le rôle de multiplicateur de la puissance saoudienne. De même, l'Iran maîtrise



l'ordre du jour en Irak ou dans la question nucléaire. Les Saoudiens ne conserveraient de marge de manœuvre que sur les questions énergétiques.

Au Levant, avec le Liban et la question palestinienne, la rivalité se ferait plus violente, à travers une classique guerre par procuration. En 2006, avec la victoire du Hamas à Gaza et le renforcement du Hezbollah après la guerre du Liban, la position de Téhéran s'est renforcée dans la région. En revanche, la réplique saoudienne, impressionnante au plan financier, n'a pas permis de remporter d'avantage diplomatique : elle n'est parvenue ni à fédérer le camp arabe, ni à casser l'axe Téhéran-Damas. Les recommandations finales se contentent de répéter la nécessité d'une meilleure coordination entre les États arabes et l'importance des réformes politiques à Riyad.

Si les auteurs parviennent à donner une image nuancée de la rivalité des deux puissances du Golfe, leur schéma alternatif n'est pas convaincant et pêche par esprit de système. Riche en analyses des relations diplomatiques, le rapport est pauvre en données matérielles : l'évolution de la situation en Irak ou celle du programme nucléaire iranien ne sont jamais développées. De même, l'importance des États-Unis, capitale tant au plan diplomatique que militaire, est minimisée, ce qui fausse la perception du rapport de force. Tout aussi grave :

les choix théoriques des auteurs les poussent à surinterpréter la portée du dialogue entre les deux États. L'affirmation selon laquelle l'Arabie Saoudite et l'Iran, incapables de prendre le dessus dans le Golfe, auraient réussi à tempérer leur rivalité, est discutable : le maintien du *statu quo* n'est pas synonyme de coopération, et le soutien de l'Iran aux rebelles Houthi au Yémen montre qu'une « rivalité feutrée » peut être aussi violente à Saada que sur les rivages de la Méditerranée.

**Jean-Luc Racine**

#### ENGAGING THE MUSLIM WORLD

Juan Cole  
New York, Palgrave Macmillan,  
2009, 288 pages

Les critiques répétées adressées par Juan Cole à la politique suivie au Moyen-Orient par l'Administration Bush et son blog *Informed Comment* ont placé sous les feux de la rampe – et de la controverse – cet orientaliste polyglotte. Son ouvrage vise à démonter les idées fausses véhiculées dans les sociétés de l'« Atlantique nord » (notion souvent préférée à celle d'Occident) vis-à-vis de l'islam et des sociétés du Moyen-Orient (entendu ici comme une zone qui va de l'Atlantique à l'Indus). À l'« anxiété » ressentie par les Occidentaux vis-à-vis d'un islam perçu comme agressif, répond celle ressentie par les musulmans vis-à-vis d'un Occident perçu comme néocolonialiste. Les errances de l'après-11 septembre marquent

une nette rupture, alors même que les enjeux de la raréfaction des ressources énergétiques et du changement climatique devraient inciter producteurs et consommateurs de pétrole à entrer définitivement dans une logique coopérative.

L'analyse de J. Cole se développe en cinq chapitres consacrés à l'Égypte, l'Arabie Saoudite, l'Irak, le Pakistan et l'Afghanistan, et l'Iran ; le conflit emblématique de la région, celui qui oppose Israéliens et Palestiniens, est abordé de façon récurrente mais sans développement spécifique. L'auteur appelle à bien différencier l'islam politique des groupes violents qui se situent à ses marges et ne représentent qu'une toute petite minorité : il récuse en conséquence tous les qualificatifs globalisants et stigmatisants tels qu'« islamo-fascisme ». Il minimise les propos anti-israéliens du président Ahmadinejad et le programme nucléaire iranien dont le caractère militaire ne serait pas établi. Ce plaidoyer n'est pas sans faiblesses : le caractère pacifique des Frères musulmans, notamment en Égypte, est encore aujourd'hui discuté, et la renonciation à la violence ne devrait pas être le seul critère de légalisation d'un mouvement politique, la tolérance ou l'acceptation de l'alternance pouvant en constituer d'autres tout aussi importants. Sur l'Iran, J. Cole affirme qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter « tant qu'il n'y a pas d'installations clandestines » : depuis la révélation du site de Qom en septembre 2009, il y a donc lieu de s'inquiéter...

La démonstration se lit comme une fresque élégamment rédigée et bien documentée. Une bonne partie de son intérêt tient à ce qu'elle repose sur des sources universitaires, ce qui tranche avec la litanie des *think tanks*, bien que l'auteur se soit senti obligé de conclure chacun de ses chapitres par des prescriptions. Cette apologie de l'« engagement » envers l'islam et les musulmans a sans doute un défaut : à dénoncer les caricatures, elle verse régulièrement dans le paradoxe (par exemple, sur les 10 % de partisans d'Al-Qaida dans un sondage de 2007 réalisé en Arabie Saoudite : « la majorité de cette petite minorité » est hostile au terrorisme). Elle a également une limite : bien que son champ de description ne soit pas restreint aux seuls États-Unis, un acteur évidemment central, elle recourt à des codes culturels exclusivement américains (les groupes violents sont comparés à Timothy McVeigh, les wahhabites aux Amish). Les lecteurs européens ne devraient pourtant pas être les moins concernés par un débat sur l'islamophobie. Ce tropisme américain se confirme d'une certaine façon avec l'absence du Maghreb dans l'analyse (à l'exception d'un très bref passage où le Groupe islamique armé [GIA] est improprement inscrit dans la filiation du Front islamique du salut [FIS]), alors qu'il représente un cas intéressant de diversité du monde islamique.

J. Cole paraît très en phase avec la communication globale du président Obama à destination des musulmans dans le monde (discours du Caire), mais ses prescriptions sur la reconnaissance de l'islam politique, la résolution du conflit israélo-palestinien ou de la question nucléaire iranienne devraient tarder à se traduire dans une nouvelle diplomatie américaine.

**Pierre Thénard**

### LES ARABES PARLENT AUX ARABES. LA RÉVOLUTION DE L'INFORMATION DANS LE MONDE ARABE

Yves Gonzalez-Quijano  
et Tourya Guaaybess (dir.)  
Paris, Actes Sud, 2009, 272 pages

Les médias dans le monde arabe connaissent de profondes mutations depuis deux décennies, dont la nature et les conséquences sur la société et les individus demeurent encore peu étudiées. La plupart des thématiques abordées par *Les Arabes parlent aux Arabes* rejoignent ou prolongent des études déjà publiées<sup>1</sup> en 2003, mais l'apport original de l'ouvrage provient de réflexions sur l'émergence de « nouveaux publics », notion elle-même étroitement liée à l'apparition des « nouveaux médias ». En effet, l'émergence de ces nouveaux publics découle principalement de la généralisation des nouvelles technologies de la communication

dans le monde arabe – on pensera à la masse des téléspectateurs recrutés par les chaînes satellitaires telles qu'Al-Jazira, mais aussi aux adeptes des *talk shows* sociaux et autres émissions de télé-réalité. Cette véritable révolution concerne également les usagers de l'Internet et des « communautés virtuelles » sur la Toile arabe.

Pour Jon W. Anderson et Dale F. Eickelman, les nouveaux publics sont apparus grâce à la généralisation des systèmes d'enseignement, en particulier au niveau universitaire. Aux enseignants, ingénieurs qui constituaient l'audience principale des médias dans le monde arabe, se sont récemment ajoutés des programmeurs installés aux États-Unis, des techniciens exerçant dans les pays du Golfe, mais aussi les habitants des banlieues ouvrières du Caire ou de Casablanca. Tourya Guaaybess revient à propos de la genèse d'un public panarabe sur l'époque de Sawt al-Arab (la voix des Arabes), cette radio si populaire dans les pays arabes entre 1953 et 1967 – évocation qui ouvre des perspectives comparatives utiles sur ce qui distingue le public de Sawt al-Arab de celui d'Al-Jazira.

Mohamed Zayani s'interroge quant à lui de manière originale : existe-t-il une spécificité des médias arabes ? Sa réponse est très contrastée. Les télévisions arabes n'ont pas la même audience, ni le même impact que les médias occidentaux, précise-t-il,

1. F. Mermier (dir.), *Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2003.

alors que « leur attractivité provient en particulier de ce qu'elles revendiquent des pratiques et des valeurs journalistiques occidentales ». S'il faut rechercher une « spécificité arabe », celle-ci transparaît dans la configuration du paysage audiovisuel arabe. En effet, les États arabes ont réussi à créer un système médiatique conforme aux lois du marché libéral, tout en gardant un contrôle très étroit sur un secteur hautement stratégique (T. Gaaaybess). Le cas d'Al-Jazira en est une parfaite illustration, puisque sa liberté de manœuvre et sa survie financière dépendent du bon vouloir des autorités politiques du pays d'accueil (Hugh Miles).

Il semble d'ailleurs que cette spécificité arabe, combinée au succès de chaînes telles qu'Al-Jazira, ait incité certains pays occidentaux à « financer des chaînes publiques moins dans une logique de marché que pour exercer une influence dans une région [d'importance] aussi vitale » (M. Zayani). C'est bien dans ce but que les autorités américaines ont lancé Radio Sawa en 2002, ainsi que la chaîne de télévision d'information en continu et en langue arabe Al-Hurra, en février 2004. Néanmoins, cinq ans après son lancement, la chaîne américaine arabophone est toujours accueillie dans le monde arabe avec beaucoup de scepticisme (Mohammed El Oifi).

De toutes ces réflexions émerge une question centrale : les mutations que connaissent les médias arabes

sont-elles uniquement la conséquence de la diffusion des technologies de la communication ? Pour J. W. Anderson et D. F. Eickelman, ce ne sont en fait pas les technologies utilisées par les médias qui suscitent les changements, mais « la manière dont ils sont pris en charge par les instances sociales ». C'est précisément dans cette optique, soulignent-ils, qu'il convient de penser les nouveaux publics.

**Larbi Chouikha**

**ISRAËL.**

**UN AVENIR COMPROMIS**

Richard Laub  
et Olivier Boruchowitch  
Paris, Berg International Éditeurs,  
2009, 256 pages

Dans un domaine où la rigueur n'est pas toujours de mise, Richard Laub et Olivier Boruchowitch présentent leur ouvrage comme un inventaire objectif et documenté des facteurs susceptibles d'hypothéquer l'avenir de l'État d'Israël.

Derrière cette ambition affirmée – mettre en évidence les éléments dont la convergence pourrait conduire à la disparition de l'État d'Israël –, une bonne partie de leur travail se concentre sur la délégitimation d'Israël dans les États arabes (chapitre II et IV) et dans la presse occidentale (chapitre VI). Les auteurs reviennent également sur les difficultés stratégiques qui découlent de ce rejet de l'État d'Israël : son isolement diploma-

tique (le chapitre V comporte notamment une étude statistique intéressante sur les productions des Nations unies concernant Israël) et la montée des périls que constituent l'islamisme et le terrorisme (chapitre III et IV). Sur la fin de l'ouvrage (chapitre VII, VIII et conclusion), ces menaces existentielles sont mises en avant pour expliquer les hésitations diplomatiques de l'État d'Israël. La poursuite de l'occupation est ainsi présentée comme essentiellement fondée sur des considérations sécuritaires.

On peut se demander dans quelle mesure le travail de R. Laub et O. Boruchowitch est à la hauteur de son ambitieuse problématique. Si les auteurs présentent les craintes d'un « petit pays avec beaucoup d'ennemis », ils ne traitent au final que marginalement de ses chances de survie à moyen ou long terme. Le chapitre VII, qui entend aborder de front la question, est ainsi parmi les moins convaincants. Les auteurs y recourent à des considérations géopolitiques très classiques, et quelque peu datées, sur les dangers inhérents à un retour aux frontières de 1967. Ils évoquent ainsi la « taille de guêpe » du pays (les 15 kilomètres séparant Qalqyilia de Netanya), et l'avantage géostratégique que procurent les montagnes de Cisjordanie ou le plateau du Golan. Surtout, ils considèrent, sur 14 pages, la sécurité physique de l'État d'Israël sans évoquer l'arsenal nucléaire à sa disposition. Celui-ci n'est d'ailleurs jamais

mentionné par R. Laub et O. Boruchowitch – et ce alors même que le problème de la prolifération (les efforts pakistanais, nord-coréens et iraniens pour se doter d'armes de destruction massive) est abondamment documenté. On ne peut qu'être troublé par l'omission de ce qui constitue aujourd'hui, pour un État, un formidable gage de survie.

Le résultat n'est donc pas au rendez-vous de l'ambition futurologique revendiquée. Mais la science politique ayant à mainte reprise (notamment lors de la chute de l'URSS) fait montre de son incapacité à prévoir l'avenir, cette absence n'est pas, en soi, préjudiciable. Les flottements autour de la problématique nuisent cependant à la clarté du propos. La démonstration des deux auteurs paraît ainsi aussi documentée que peu vertébrée. Elle mêle des éléments bigarrés au statut incertain (considérations historiques sur l'antisémitisme, considérations actuelles sur la « réprobation d'Israël » ou encore appels répétés à une résolution du conflit sur la base des pourparlers de Taba ou de l'initiative de Genève) qui, s'ils sont parfois séparément convaincants, peinent à former un tout cohérent.

**Pierre Renno**

## L'EXCEPTION SYRIENNE. ENTRE MODERNISATION ET RÉSISTANCE

Caroline Donati  
Paris, La Découverte, 2009,  
360 pages

## LA SYRIE EN CINQUANTE MOTS CLÉS

Barah Mikail  
Paris, L'Harmattan, 2009, 184 pages

La Syrie, jusqu'à une date récente, n'avait pas encore bénéficié d'un livre-synthèse. Les deux ouvrages présentés ici se complètent et sont largement convergents dans leurs analyses. Face aux analyses sommaires, ils s'attachent à faire une étude complète et nuancée d'un pays d'autant plus difficile à aborder que le pouvoir y est opaque.

Caroline Donati, après un rappel historique, procède à une analyse exhaustive et sans complaisance de la Syrie de Bachar el-Assad. S'agissant de la politique intérieure, elle montre comment, après quelques tâtonnements, le « printemps de Damas » a tourné court et comment les opposants, multiples mais divisés, après s'être réunis dans les « salons », se sont retrouvés, après quelques mois de liberté d'expression, en prison ou en exil. Cependant, après concertation entre les différents mouvements, « la déclaration de Damas », publiée en octobre 2005, a recueilli un large accord, y compris sur des points sensibles comme l'arabité et l'islam, auxquels même les Frères musulmans se sont ralliés. Mais des désaccords évidents subsistent.

Malgré son opacité, l'auteur parvient à dresser une carte du pouvoir en

essayant d'évaluer l'influence respective des différents acteurs : le président lui-même, sa famille, le cercle des « copains », la communauté alaouite, les services de renseignements ou le parti Baath. Contrairement aux pronostics d'avril 2005, au moment du retrait des troupes syriennes du Liban, le pouvoir a tenu le choc et la position personnelle de Bachar el-Assad est sortie renforcée de cet épisode humiliant. Il a retrouvé une « légitimité nationaliste ». Si l'ouverture politique n'est plus vraiment d'actualité, les réformes économiques, après quelques hésitations, voire des retours en arrière, ont conduit le pays à ouvrir ses frontières et à libéraliser son économie, au nom d'une « économie sociale de marché » qui essaie de concilier les préoccupations des hommes d'affaires et celles du Baath. Cette politique, mise en œuvre par le tandem Mohamed Hussein, ministre des Finances, et Abdallah Dardari, vice-Premier ministre, commence à porter ses fruits. Certes, le secteur privé reste étroitement contrôlé par le pouvoir : le cousin germain du président, Rami Makhlouf, joue à cet égard un rôle essentiel. Mais peu à peu, le cercle des entrepreneurs « indépendants » s'élargit – sans oublier cependant de faire allégeance au pouvoir.

En politique extérieure, C. Donati monte comment, à partir d'une alliance stratégique conclue avec l'Iran dès 1980, la Syrie a réussi à sortir de l'isolement où elle s'est trouvée à partir de 2003 et plus encore après le vote de la résolution 1559 en 2004. Tout en renforçant sa

coopération avec l'Iran, la Syrie s'est rapprochée de la Turquie, en développant les relations économiques et la coopération dans le domaine du terrorisme, notamment à l'égard des Kurdes. Elle renoue des relations traditionnelles avec la Russie, en particulier dans le domaine de l'armement. Elle trouve dans le Golfe, par exemple auprès du Qatar, des interlocuteurs bienveillants. Elle montre sa capacité d'influence, voire de nuisance, en Irak. Au Liban, malgré le retrait de ses troupes, elle affirme son influence et sa présence comme acteur clé. Le voyage récent du roi Abdallah d'Arabie Saoudite achève la rupture de son isolement. Enfin, la présence de Bachar el-Assad à Paris dans la tribune officielle du 14 juillet 2009, où étaient réunis 43 chefs d'État ou de gouvernement européens ou méditerranéens, a confirmé le retour de la Syrie comme acteur majeur du Moyen-Orient, même si le processus de normalisation des relations avec les États-Unis n'est pas encore achevé.

Barah Mikail a une approche différente, avec la même intention de décrypter les règles du jeu de ce pays complexe. Partant de cinquante mots clés – qui vont de « Alaouite » à « Xénophobie », en passant par « Corruption », « Frères musulmans », « Jeunesse » ou « Renseignements » – il rassemble des informations très complètes sur les différents aspects de la géopolitique syrienne. À travers des témoignages recueillis sur place, il donne un tableau vivant et concret de la Syrie d'au-

jourd'hui, qui confirme sa connaissance de la réalité syrienne sous tous ses aspects.

Ces deux livres se complètent, si leurs approches diffèrent. Par delà le « pouvoir sultanique » en place, la Syrie, en particulier sa jeunesse, bouge ; une véritable société civile émerge, mais un repli communautaire s'affirme. Malgré la tonalité pessimiste des conclusions de C. Donati, qui évoque « les signes de faillite », c'est l'impression d'une Syrie en mouvement qui prévaut, sans qu'il soit encore possible de savoir quel sera le point d'aboutissement de cette évolution.

**Denis Bauchard**

## PARMI LES LIVRES REÇUS

Vernet D., 1989-2009, *Les Tribulations de la liberté*, Paris, Buchet/Chastel, 2009

Antonini B. (dir.), *Security Council Resolutions Under Chapter VII: Design, Implementation and Accountabilities, The Cases of Afghanistan, Côte d'Ivoire, Kosovo and Sierra Leone*, Madrid, FRIDE, 2009

Cockayne J. (dir.), *Beyond Market Forces, Regulating the Global Security Industry*, New York, IPI, 2009

Bouvert P., Fenaux P., Pailhe C., Poitevin C., *Qui arme Israël et le Hamas ? La paix pass(é)e par les armes ?*, Bruxelles/Lyon, GRIP/Observatoire des armements, 2009